

Islamogauchisme à l'université : l'erreur de stratégie de la ministre de l'enseignement supérieur



Frédérique Vidal, la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation a annoncé qu'elle allait demander « notamment au CNRS » de faire une enquête sur « l'ensemble des courants de recherche » à propos de « l'islamo-gauchisme » à l'université. Comment expliquer cette polémique ? Quelle est la place actuelle dans l'université des études décoloniales et courants de pensées qui s'y rapportent ?

Avec Philippe d'Iribarne, Vincent Tournier

Atlantico.fr : Interviewée au micro de Jean-Pierre Elkabbach, Frédérique Vidal a annoncé vouloir confier une enquête au CNRS sur l'influence de "l'islamo-gauchisme" dans la société et plus particulièrement dans les universités françaises. La conférence des présidents d'universités a dénoncé, à raison, une "polémique stérile" sur une "pseudo-notion" sans définition scientifique. Comment expliquer cette polémique, qu'a cherché à faire la ministre ? Confier une enquête au CNRS sur ces sujets peut-il résoudre quoi que ce soit ?

Philippe d'Iribarne : Il faut bien distinguer les questions de fond concernant le fonctionnement de l'université et l'épisode lié aux propos de la ministre.

De manière générale, affirmer, comme le fait la conférence des présidents d'universités, que l'université est un haut lieu de neutralité idéologique, que les recherches qui y sont entreprises ne sont guidées que par un amour du savoir libre de toute option politique et qu'ils sont évalués sur leur seule capacité à rendre compte de la réalité sociale n'est pas sérieux. C'est confondre le monde tel qu'il est avec ce qu'il devrait être. La sociologie est « un sport de combat » affirmait Pierre Bourdieu. L'université n'est pas un espace de pure pensée à l'abri des conflits entre représentations du monde qui marque la société dans son ensemble et alimentent les débats politiques. Ces conflits trouvent un reflet dans ce qui s'y déroule et les travaux qui y sont entrepris fournissent des munitions à leurs acteurs.

Aujourd'hui un axe d'interprétation majeur des maux de tous ordres dont la planète et l'humanité sont victimes est d'attribuer la totale responsabilité de leur existence à l'action néfaste de « dominants ». Cette vision, sorte de généralisation d'une vision marxiste, a reçu une légitimation académique avec l'émergence de la *French Theory*, marquée au premier chef par les travaux de Foucault et Bourdieu. Elle est devenue quasiment hégémonique au sein des campus américains où ceux qui ne la partagent pas sont l'objet d'une sorte de chasse aux sorcières (la *cancel culture*) fondée non sur une critique de la rigueur scientifique de leurs analyses (qualité des données qu'ils utilisent, rigueur de leur raisonnements) mais sur une dénonciation de leur position idéologique associée à leur « manque de sensibilité » pour les souffrances des dominés. S'associe à ce mouvement la dénonciation de tous les personnages du passé, jusqu'à Abraham Lincoln, réputés ne pas être au-dessus de tout soupçon dans ce domaine.

En France, ce courant n'a pas acquis une position aussi forte qu'aux États-Unis au sein de l'université. Mais il s'active pour tenter de l'acquérir, avec les mêmes méthodes visant à interdire de parole ceux qui ne s'y rallient pas, à les exclure des recrutements et des promotions, en utilisant à cet effet la lettre des procédures académiques ordinaires tout en bafouant leur esprit.

Tout un courant de pensée concernant l'islam, le monde musulman et leurs rapports à l'Occident est associé à cette vision du monde ne voulant connaître comme grille de lecture que les rapports entre « dominants » et « dominés ». Pour ce courant les musulmans se trouvent du côté des dominés. Leur reprocher quoi que ce soit reviendrait à « blâmer la victime ». Tout ce qui fait problème les concernant, y compris le terrorisme islamique, ne serait qu'un symptôme de « l'islamophobie » qu'ils subissent. Ceux qui sont en désaccord avec cette vision ne seraient que des suppôts de l'extrême droite.

Les tenants de ce courant font-ils vraiment de la science ? Pour ma part, j'ai été amené à analyser ses travaux visant à légitimer l'accusation d'islamophobie portée sur la société française, en partant des données d'observation sur lesquelles ils s'appuient et en scrutant les raisonnements permettant de passer de ces données aux conclusions auxquelles ils aboutissent (une analyse détaillée de ces analyses est présentée dans *Islamophobie*,

intoxication idéologique , Albin-Michel, 2019). De fait, un examen approfondi montre que les conclusions présentées comme « scientifiques », notamment en ce qui concerne les discriminations dont les musulmans seraient victimes, sont parfaitement incohérentes avec les données d'observation présentées.

Est-il approprié de qualifier de courant de pensée d'islamo-gauchiste ? La notion évoque le fait que les tenants des théories interprétant ce qui concerne les musulmans à partir de leur qualité de « dominés » se déclarent « de gauche ». Ils accusent ceux qui ne partagent pas leur vision d'être « d'extrême droite ». La notion n'est pas plus floue que la plupart des notions qu'utilisent constamment les sciences sociales, comme « classe », « racisme » ou « populisme ».

C'est dans ce contexte qu'on peut comprendre les propos de la ministre. Ils abordent une vraie question, liée à une réelle dérive au sein des universités conduisant à bafouer les exigences de travaux scientifiques au profit de postures militantes. Ils ne relèvent nullement d'une « polémique stérile ».

La vraie question est de savoir si les remèdes proposés pour lutter contre cette dérive sont appropriés ou s'ils ne sont pas susceptibles d'être plus nocifs que les maux qu'il s'agit de tenter de guérir.

Vincent Tournier : Cette formule de « polémique stérile », utilisée par la conférence des présidents d'université (CPU), est très problématique. Qu'est-ce qu'une polémique stérile ? Qui peut juger qu'une polémique est stérile ? Les universitaires sont-ils dans leur rôle lorsqu'ils font le tri entre les polémiques qui méritent d'être abordées et celles qui doivent être écartées ?

Cette formule est d'autant plus problématique qu'elle est généralement utilisée par les militants et les partis politiques pour éviter de devoir se justifier sur un sujet qui les dérange. Le problème est que la CPU n'est pas censé se comporter comme un parti politique. Elle ne devrait donc pas l'utiliser, d'une part parce que ce sont désormais deux ministres du gouvernement qui lancent ce débat, d'autre part et surtout parce que de nombreux universitaires, et non des moindres, ont dénoncé la diffusion de ces idéologies dans l'enseignement supérieur. Plutôt que de botter en touche, la CPU devrait avoir une attitude plus modeste et accepter de considérer qu'elle ne détient pas la vérité, qu'elle n'est pas une autorité politique ou un magistère moral chargé de clore les débats.

Le CNRS suit la même dérive. Sa direction vient de publier un communiqué dans lequel [il est affirmé péremptoirement que « l'islamo-gauchisme n'est pas une réalité scientifique »](#) . On aimerait savoir comment le CNRS définit une réalité scientifique. Peut-on analyser les débats de société comme des réalités scientifiques ? Le libéralisme ou le chômage sont-ils des réalités scientifiques ? Situer le débat sur ce terrain-là est ridicule : c'est un argument faussement positiviste. Du reste, si le CNRS cherche la preuve qu'il existe bel et bien une idéologie islamo-gauchiste, il est très facile de la lui fournir, sans même qu'il soit besoin de faire la liste de tous les universitaires qui se sont accouinés avec des mouvements islamistes (mais rappelons quand même que Tariq Ramandan ou le CCIF ont fait un tabac sur les campus). Il suffit en réalité de faire un test très simple : les islamistes sont-ils susceptibles de trouver, dans la

production intellectuelle des universitaires de ces dernières années, de quoi nourrir leur idéologie et leur volonté d'attaquer la France ? La réponse n'est malheureusement pas très rassurante. Le problème existe donc bel et bien. Mais en refusant d'ouvrir la discussion, le CNRS et la CPU font la démonstration que l'heure est plus grave qu'il n'y paraît. Ce n'est pas très étonnant puisque, dans le communiqué précité, le CNRS condamne fermement toute remise en cause des « études postcoloniales, des études intersectionnelles ou des travaux sur la race ». Pour le CNRS, de telles études ne sont donc pas des idéologies au service d'un projet politique mais d'authentiques objets de connaissance scientifiques. On peut de même relever que Antoine Petit, le président actuel du CNRS, a préfacé [un livre collectif publié par le CNRS dans lequel on trouve toute la pensée dite décoloniale](#) . Tout ceci donne une idée de l'ampleur du problème. Les idéologies islamo-gauchiste et décoloniale sont devenues tellement puissantes que les instances officielles cherchent à les protéger. Donc, à la question : est-ce qu'une enquête du CNRS réglerait quoi que ce soit, la réponse est non. Comme le résume très bien Xavier-Laurent Salvador et Jean Szlamowicz, les animateurs de l'Observatoire du décolonialisme, il [paraît difficile de confier une enquête sur l'islamisme au principal suspect](#)

Quelle est la place actuelle dans l'université des études décoloniales et courants de pensées qui s'y rapportent ?

Vincent Tournier : C'est évidemment un point qui fait débat chez les universitaires. Ceux qui sont visés par ces accusations expliquent que tout cela n'existe pas, qu'il s'agit d'une invention de leurs ennemis destinée à dénigrer leurs brillantes recherches. On peut comprendre cette réaction : ils n'ont pas envie d'être qualifiés d'islamistes ou de gauchistes, termes difficiles à porter (ce qui est moins vrai pour l'étiquette « décolonial », qui est plus facilement revendiquée). Ils préfèrent donc jouer les offusqués, et clamer qu'ils font de la science pure. Mais tout ceci est un jeu de dupe. Certes, l'université n'est pas entièrement tombée sous le joug de l'idéologie décoloniale et de l'islamo-gauchiste. Mais la dynamique est bien réelle et joue en leur faveur. Il suffit de lire les productions savantes, de consulter les revues, de regarder les programmes des colloques ou les projets de recherche (financés d'ailleurs par les institutions officielles) pour constater qu'il y a aujourd'hui une doxa qui est très bien implantée, sinon largement dominante. Un signe par exemple illustre cette domination : dans la masse des travaux qui ont été réalisés ces dernières décennies, on peine à trouver des études qui auraient pris la peine de décortiquer la montée de l'islamisme et de mettre en garde contre les périls qui nous attendaient. Tout le paradoxe est là : alors que la société française est aujourd'hui déchirée par ces débats, la question de l'islamisme a été en grande partie ignorée par les chercheurs, à quelques exceptions près. La recherche en sciences sociales se polarise aujourd'hui sur des micro-objets qui n'intéressent personne ; elle est devenue jargonante et pompeuse, s'exonérant bien souvent des règles de la démonstration rigoureuse et consacrant beaucoup de temps à dénoncer la société française, accusée de tous les maux.

Cette dérive n'est pas étonnante. Plus encore que le reste de la société, les universitaires sont taraudés par la honte de la colonisation et de la Collaboration. Leur culpabilité est décuplée par un sentiment de supériorité. Ils se donnent volontiers un rôle d'éclaireurs, ce qui les rend

encore plus distants, sinon méprisants, à l'égard des citoyens de base, surtout lorsque ceux-ci votent FN. Leur grande crainte est le retour du fascisme, qu'ils s'attendent à voir surgir à chaque coin de rue. Ils sont d'autant plus portés à l'autodénigrement national qu'ils sont très majoritairement à gauche, souvent d'anciens marxistes et tiers-mondistes, ou héritiers de ces grilles de lecture. De nombreux universitaires consacrent ainsi leurs activités à médire sur un Etat et un pays qui leur permettent pourtant de bénéficier d'un statut très protecteur.

Ajoutons cependant, à leur décharge, qu'ils s'adressent à des étudiants qui, dans les sciences sociales et politiques, sont très largement acquis aux thèses décoloniales et multiculturalistes. Or, les universitaires n'ont pas envie d'être mal jugés par leurs élèves, surtout à l'heure où les enseignants sont de plus en plus évalués par eux.

Le résultat est catastrophique. Nos meilleurs étudiants sont aujourd'hui conditionnés pour réagir de manière stéréotypée aux grands problèmes de société. Ils sont par exemple persuadés que la société française est raciste, sexiste et discriminatoire, que les immigrés ont été amenés de force en France pour être exploités et parqués dans des ghettos, que Napoléon était une sorte de fasciste ou que la colonisation était synonyme de génocide. Paradoxalement, la nouvelle génération est hypercritique à l'égard du passé colonial de la France mais ne manifeste aucune réaction à l'égard de la colonisation bien réelle que mènent actuellement des pays comme la Chine ou la Turquie.

Les pressions n'existent pas uniquement sur le front des décoloniaux et des anti-racistes auto-proclamés, les universités se sont longtemps discréditées par une censure idéologique ne se conformant à la doxa dominante. En donnant le sentiment de vouloir attenter à l'autonomie des universités, la ministre ne s'inscrit-elle pas dans une censure que l'on a pu justement reprocher par le passé et qu'elle semble entendre combattre ?

Philippe d'Iribarne : Nous sommes confrontés à une situation difficile. L'indépendance des universités à l'égard du pouvoir politique est un acquis précieux qu'il serait très dangereux de remettre en cause. Mais il serait illusoire de croire, comme l'affirme ceux qui s'attaquent aux propos de la ministre, qu'il suffit que l'université soit indépendante du pouvoir politique pour que la liberté de pensée et la rigueur de la recherche y règnent. Comme tout corps social, l'université est un lieu de conflits de pouvoir, d'affrontements entre groupes de pressions, de politiques clientélistes, de pratiques de copinage, de détournement de procédures. L'idéal serait bien sûr que l'université trouve elle-même les moyens de limiter les dérives qui en résultent. Mais, à voir les réactions de la Conférence des présidents d'université on peut douter qu'elle y soit prête. La doxa dominante y a acquis trop de poids.

Faire contrôler l'université par le CNRS permettrait de rester à l'intérieur du monde académique, sans intervention du pouvoir politique. Mais on peut douter de la pertinence de la solution. D'une part les relations entre les deux institutions ne sont pas toujours simples. Les universitaires envient les faibles obligations d'enseignement et d'administration dont bénéficient les membres du CNRS, ce qui ne facilite pas leurs rapports. De plus le CNRS n'est pas plus à l'abri que l'université des dérives islamo-gauchistes. Pour sa part, son président, Antoine Petit, semble largement relié à ce courant. Ainsi, dans la préface qu'il a rédigé au livre

de Pascal Blanchard, *Sexualité, identité & corps colonisés* (Éditions du CNRS, 2019) il écrit que « La "race" devient la nouvelle grille de lecture du monde » (p.10).

Vincent Tournier : C'est effectivement un risque que ne manquent d'ailleurs pas de relever ceux qui sont visés par Jean-Michel Blanquer ou Frédérique Vidal. Mais il faut resituer le contexte.

Il y a toujours eu des batailles idéologiques féroces à l'université. Mais jusqu'à une période assez récente, une certaine coexistence avait été rendue possible entre les différentes écoles. C'est cet équilibre qui semble avoir été rompu. Les conflits se sont considérablement durcis et la tolérance s'est largement émoussée, à l'image d'ailleurs de ce qui se passe dans le reste de la société, peut-être sous l'effet des réseaux sociaux où les utilisateurs ont pris l'habitude d'écarter tout ce qui ne va pas dans leur sens.

En tout cas, la situation actuelle semble nous ramener à la période de la Guerre froide. A l'époque, les universitaires non marxistes avaient du souci à se faire car les libéraux étaient très minoritaires et avaient du mal à se faire entendre : ils étaient perçus comme un obstacle pour l'émancipation du prolétariat, donc ils ne devaient pas avoir voix au chapitre. C'est cette logique d'exclusion qui revient en force aujourd'hui. Simplement, les idéologies émancipatrices issues du marxisme et du tiers-mondisme ont été remplacées par des idéologies décoloniales et indigénistes, et la figure idéalisée du prolétaire a cédé la place à de nouvelles figures du dominé (l'immigré, la femme, le transsexuel). Comme sous la Guerre froide, les universitaires qui n'adhèrent pas à ces nouvelles idéologies sont mis au pilori.

Il faut donc bien être conscient que les rapports de force ne jouent pas en faveur du camp républicain. Aujourd'hui, les universitaires qui dénoncent l'influence de ces idéologies décoloniales ou islamo-gauchistes sont une minorité qui a pris conscience que la situation est devenue alarmante. Ce sont des gens qui ont souvent connu la Guerre froide, ce qui leur vaut d'ailleurs d'être traités de vieux et de ringards par les nouvelles générations, mais ils ont l'avantage de savoir ce qu'a été le communisme, et ils voient justement les mêmes mécanismes se mettre à l'œuvre aujourd'hui. Leur situation reste difficile, non seulement parce qu'ils sont minoritaires mais aussi parce que les nouveaux idéologues s'abritent derrière la liberté d'expression et la liberté de la science. C'est ce qui rend le problème inextricable. Les idéologues d'aujourd'hui sont fondamentalement intolérants, mais ils se réfugient derrière les libertés académiques pour se protéger et interdire toute critique. C'est ce que faisaient autrefois les marxistes qui contrôlaient les campus, et c'est ce que font aujourd'hui les islamistes dans la société. Tous ces gens ont recours à la même stratégie : ils font preuve d'intolérance et de radicalité mais ils en appellent sans le moindre scrupule à la tolérance et au droit pour empêcher toute critique à leur égard.

Nous sommes donc face à une contradiction insoluble : il sera difficile de lutter contre ces idéologies sans mettre entre parenthèses certaines libertés, ce qui peut s'avérer préjudiciable pour tout le monde.

Quelles stratégies pourrait-t-on appliquer pour garantir l'égalité des chances quelles que soient les opinions dans un champ républicain et légal ? Un observatoire

indépendant avec une instance de recours pour ceux qui s'estiment entravés dans leur recherche ou leur enseignement pourrait-il être une solution ?

Philippe d'Iribarne : Dans son principe, une autorité indépendante peut apparaître une bonne solution. Mais la question est de savoir qui va être en charge de l'animer. Quand on voit les positions prises actuellement par un certain nombre d'institutions indépendantes, comme le Défenseur des droits, ou la CNCDH (Commission nationale consultative des droits de l'homme) on peut s'inquiéter de l'idéologie qui les anime. L'essentiel du combat est sans doute à mener au sein du monde universitaire lui-même. Le problème est que ceux qui ne partagent pas la doxa faisant du mâle blanc hétérosexuel le responsable de tous les malheurs du monde sont largement isolés face à des groupes de pression bien organisés. Mais une résistance commence à émerger. On peut saluer à ce titre la création récente par un ensemble d'universitaires d'un « Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires » qui vise à fédérer ceux qui déplorent les dérives actuelles.

Vincent Tournier : C'est une question importante, et on peut justement reprocher au CNRS et à la CPU de l'avoir écartée d'emblée en refusant d'admettre qu'il y a un problème : si on considère comme eux que tout va bien, alors aucune réforme n'est nécessaire ; en revanche, si on trouve qu'il y a un problème, alors il faut réfléchir de toute urgence aux solutions.

Mais peut-on en trouver ? Le problème est complexe. Les universitaires fonctionnent sur le principe de l'autorecrutement, autrement dit sur un recrutement par les pairs. Sur le principe, ce type de recrutement est évidemment le meilleur qui soit car les universitaires sont les mieux placés pour savoir qui mérite d'être recruté. Mais dès lors que certains ne jouent pas le jeu, donc que l'on commence à recruter sur des critères militants et idéologiques, alors l'autorecrutement devient une spirale régressive. C'est ce qui se passe aujourd'hui. Le pire, c'est que le gouvernement vient d'aggraver les choses avec la loi votée en décembre dernier puisque celle-ci prévoit de supprimer le Conseil national des universités (CNU), cet organisme qui était chargé de donner une certification nationale avant tous les recrutements. Cela signifie que les universités vont être encore plus libres de recruter qui elles veulent, ce qui risque de renforcer les groupes militants là où ils sont déjà bien implantés. Cela fait partie des contradictions du pouvoir actuel : d'un côté il montre qu'il est conscient des dérives de l'université, de l'autre il renforce le localisme qui va alimenter ces dérives.

Que peut-on faire ? Si on essaie de réfléchir aux solutions, on peut envisager trois stratégies. La première est celle du statu quo : ne rien changer. Après tout, on peut se dire que la société française a pu digérer la domination des marxistes dans les universités durant la Guerre froide, il n'y a donc pas de raison de penser que les idéologies actuelles ne finiront pas par s'estomper à leur tour. Mais cela reste un pari (les idéologies marxistes ont régressé uniquement parce que le communisme s'est effondré).

Une stratégie totalement inverse consisterait à prendre les choses à bras le corps en décidant de fermer d'autorité tous les centres de recherche ou les départements universitaires qui sont noyautés par des militants, de supprimer tous les financements qui se rapportent à ces

idéologies, de cesser de recruter sur certaines thématiques. Une telle solution est évidemment brutale et serait très mal reçue par la communauté universitaire ainsi que par les étudiants.

Reste alors les solutions intermédiaires, qui pourraient par exemple consister à instaurer une prestation de serment, ou à faire contrôler les recrutements et les financements par une instance digne de confiance. Mais là encore, on mesure les difficultés, d'une part parce que les universitaires n'aiment pas les contrôles, d'autre part parce que les expériences passées ont montré que les politiques d'évaluation ne fonctionnent pas très bien.

Bref, à ce stade, les solutions ne sont pas évidentes. Raison de plus pour ne pas fermer la discussion.